



07/04/2012 à 20:24

Coup de filets anti-islamistes: L'avocat de deux gardés à vue dénonce une "bavure"

L'un des avocats de deux frères, interpellés mercredi à leur domicile dans le cadre du coup de filet mené dans plusieurs villes, puis relâchés jeudi soir au terme de 37 heures de garde à vue, a dénoncé samedi à Pau une "bavure" et a annoncé son intention de demander réparation au civil.



Photo : Gérard Julien, AFP

"Nous allons assigner l'agent judiciaire du Trésor", représentant légal de l'Etat, "pour obtenir une indemnisation de tous les préjudices subis à la suite de cette désastreuse bavure", a indiqué à l'AFP Me Thierry Sagardoytho, qui défend ces deux frères de 23 et 28 ans.

"Jetés en pâture à l'opinion publique", ils "ont été victimes d'une opération de communication judiciaire qui consiste à vendre la chasse aux islamistes à quinze jours des élections présidentielles", a-t-il encore tempêté, dénonçant une garde à vue "digne d'un western".

"Pour qu'une personne soit mise en garde à vue, il faut qu'il y ait des indices plausibles qui laissent penser que cette personne a commis ou tenté de commettre une infraction". "Or, aucun indice ne permettait de penser que mes clients étaient impliqués dans une affaire délictuelle", a-t-il déclaré.

Il y a eu "une bavure policière", "les règles de procédure ont été violées", a encore martelé le conseil.

L'un des deux frères, Saad, a indiqué à l'AFP "être encore très bouleversé par les conditions" de la garde-à-voir.

"La porte de notre domicile a été fracturée par une quinzaine de policiers du GIGN, notre père jeté à terre, mon frère et moi-même menottés (...) Nous voulons par cette action en réparation être réhabilités aux yeux de l'opinion publique", a-t-il expliqué.

Selon lui, ils ont été interrogés pendant 24 heures sur un voyage de 4 mois qu'ils avaient effectué en Asie. "Après avoir passé au crible notre emploi du temps qui avait été retracé par mes soins dans un carnet de voyage, le parquet anti-terroriste a prolongé la garde-à-voir pour nous interroger sur notre culte. Nous sommes sortis sans charge", a-t-il dit.

Dix personnes ont été interpellées mercredi lors d'un coup de filet mené dans plusieurs villes de France dans le cadre d'une opération visant des islamistes radicaux présumés. Elles ont toutes été relâchées sans être poursuivies.